



Assemblée générale

Distr. générale
30 juillet 2010
Français
Original : espagnol

Soixante-quatrième session

Point 23 de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)

Lettre datée du 27 juillet 2010, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires de la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la note du Gouvernement argentin en date du 23 juillet 2010, remise à l'ambassade du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Buenos Aires, pour protester contre l'intégralité de la note publiée comme document officiel de l'Assemblée générale sous la cote A/64/675 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 23 de l'ordre du jour, consacré à la question des îles Malvinas.

Le Ministre,
Représentant permanent adjoint,
Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Diego Limeres

* Nouveau tirage pour raisons techniques (10 août 2010).



**Annexe à la lettre datée du 27 juillet 2010 adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Argentine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Direction générale des Malvinas et de l'Atlantique Sud du Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte présente ses compliments à l'ambassade du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Argentine et a l'honneur d'appeler son attention sur la note adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, publiée comme document officiel de l'ONU sous la cote A/64/675.

Le Gouvernement argentin proteste contre l'intégralité de ladite communication.

Le principe de l'autodétermination des peuples invoqué par le Royaume-Uni, qui est son seul argument pour défendre sa position concernant ce conflit de souveraineté, ne s'applique pas à la question des îles Malvinas, comme en témoignent les résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25 de l'Assemblée générale et celles que le Comité spécial de la décolonisation adopte chaque année, qui décrivent la question des îles Malvinas comme une situation de colonisation spéciale et particulière donnant lieu à un conflit de souveraineté entre la République argentine et le Royaume-Uni, lequel doit être réglé dans le cadre de négociations entre les deux parties, compte tenu des intérêts des habitants des îles.

Par conséquent, l'Argentine réitère sa protestation contre la revendication du Royaume-Uni tendant à l'application du principe de l'autodétermination des peuples à la question des îles Malvinas ou contre un quelconque exercice supposé de ce droit. Par ailleurs, les efforts faits par le Royaume-Uni pour assortir de conditions l'obligation qui lui est faite de reprendre les négociations avec l'Argentine sur la question de la souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud ainsi que sur les zones maritimes environnantes sont dénués de tout fondement et contraire aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale.

De même, l'Argentine estime nécessaire de formuler plusieurs observations sur la position exprimée par le Royaume-Uni concernant les accords provisoires conclus dans le cadre d'une formule de souveraineté, dans sa note datée du 18 février dernier.

La République argentine est disposée à coopérer avec le Royaume-Uni pour s'attaquer aux aspects concrets de la situation de fait dans l'Atlantique Sud, dans le cadre des garanties légales et en vue de créer les conditions voulues pour que les deux parties puissent reprendre les négociations demandées par la communauté internationale.

Il ressort clairement de ces accords qu'ils portent précisément sur le conflit de souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud ainsi que sur les zones maritimes environnantes, qui oppose la République argentine et le Royaume-Uni. En vertu du droit international, les deux pays sont tenus de régler leur différend par des voies pacifiques. C'est pourquoi l'affirmation selon laquelle ces accords pourraient ne pas avoir un caractère « provisoire » ne

peut être considérée comme une interprétation de bonne foi des principes de la Charte. Ces accords ont un caractère nécessairement provisoire, à moins qu'une des parties au différend ne décide de se soustraire indéfiniment à ses obligations en matière de règlement pacifique en refusant de reprendre les négociations sur la question de fond du conflit de souveraineté.

L'Argentine a indiqué à plusieurs reprises au Royaume-Uni qu'il existait de profondes contradictions entre les engagements énoncés dans les accords provisoires susmentionnés et les mesures unilatérales qu'il prend à cet égard, qui visent par ailleurs à modifier la situation actuelle, alors que les îles sont engagées dans le processus recommandé dans les résolutions de l'Assemblée générale, en violation flagrante de la résolution 31/49.

Par ailleurs, la note du Gouvernement britannique en date du 18 février dernier semble ignorer la portée spatiale du conflit de souveraineté et des accords bilatéraux. L'Argentine rappelle au Royaume-Uni que cela concerne les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, ainsi que les zones maritimes environnantes (« [...] and the surrounding maritime areas »)¹.

La République argentine réaffirme ses droits légitimes de souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud, ainsi que sur les zones maritimes environnantes, qui font partie intégrante de son territoire national et qui sont soumises à l'occupation injustifiée du Royaume-Uni.

La Direction générale des Malvinas et de l'Atlantique Sud du Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte renouvelle à l'ambassade du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Argentine les assurances de sa très haute considération.

Buenos Aires, le 23 juillet 2010

¹ Déclaration commune des délégations de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Madrid, 19 octobre 1989.